eaj pnb
www.eaj-pnb.eus
PDE EDP

_LeMA

n°228

2021ko Urtarrila / Otsaila / Martxoa
JANVIER / FÉVRIER / MARS 2021



DISEINU BERRIA NOUVEAU

PNR : UN RENOUVEAU DE LA MONTAGNE BASQUE ?

EUSKAL MENDIAREN BERPIZKUNDEA?

_EUSKADI DANS UNE UNION PLUS FÉDÉRALE ET SOCIALE

_QUAND LA COVID19 BOUSCULE ENSEIGNANTS ET ÉTUDIANTS

3 **SAR HITZA** / ÉDITO

5 **ALDERDIKIDE**

Sophie Laplace : « une grande vigilance dans la crise de la Covid19 »

Jean Tellechea : « attention à la cohésion sociale »

9 **LUR ANTOLAKETA** / AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Un renouveau de la montagne basque ?

17 **KITZIK**

Des groupes politiques à la CAPB : oui, mais...

18 **HISTORIA**

Simone Vilalta erresistentzialaria eta deportu hendaiarra hil da

20 **INGURUMENA** / ENVIRONNEMENT

PDU : un chantier décisif pour faire Iparralde

22 **ANAIEN BERRI** / CAP AU SUD

Indice de développement humain, des lauriers pour Euskadi

26 **OSAGARRIA** / SANTÉ

Dominique Larramendi : « la répartition des vaccins est plus un chemin de croix qu'une autoroute

28 **HEZKUNTZA** / ÉDUCATION

Quand la Covid19 bouscule enseignants et étudiants

32 **EUROPA**

EAJ-PNB défendra la reconnaissance d'Euskadi dans une Union plus fédérale et sociale, au sein de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

34 **ALDERDIAREN BIZIA** / VIE DE L'ALDERDI

EAJ-PNB prend position



Le fonctionnement de la Communauté Pays Basque exige plus de transparence

La Communauté Pays Basque a 4 ans.

Cette jeunesse justifie aujourd'hui tous les dysfonctionnements constatés au sein de notre institution. Elle est brandie comme un bouclier qui doit empêcher toute critique sous peine de remettre en cause le projet fondateur. Or, après 4 ans d'exercice du pouvoir, n'est-on pas légitime à s'interroger sur les limites d'un mode de fonctionnement trop déséquilibré ?

Ne peut-on pas espérer un fonctionnement plus horizontal, à l'échelle du Pays Basque tout entier ? L'agglomération tarde à contrebalancer les lieux d'exercice de son pouvoir. Inévitablement, des déséquilibres s'instaurent entre nos différents territoires. Depuis sa création, la commune la plus puissante et structurée, Bayonne, agit cependant comme un centre métropolitain. C'est là où se centralisent les décisions. C'est là où se concentre l'activité politique et administrative au détriment de tout le reste du Pays Basque Nord. Nous devons veiller à corriger ce déséquilibre. Pire, la réalisation des projets se fait au coup par coup sans vision d'ensemble et de long terme. Il faut en finir avec les effets d'aubaine et prioriser les projets qui ont un véritable effet levier en termes économiques et de cohésion territoriale.

Ne pas instaurer une forme de centralisation technocratique de proximité

L'Agglomération a hérité des pôles territoriaux, c'est-à-dire les structures des anciennes intercommunalités, et elle peine encore à réfléchir « territoire ». Cela ne doit pas être une source de tension : les politiques de l'agglomération ont tout à gagner à s'incarner sur l'exhaustivité de ses dix pôles.

Le système actuel, renforcé par les difficultés induites par la gestion de la crise sanitaire, a contribué à une centralisation du pouvoir qui s'est opérée naturellement à Bayonne. Le système de gouvernance en place ne doit pourtant pas laisser la place ni à une forme de technocratie de proximité ni à une forme de concentration politique et administrative. Seulement, depuis qu'elles sont devenues Pôles territoriaux, les anciennes intercommunalités cherchent à trouver le modus operandi leur permettant de se réapproprier leur Communauté Pays Basque. Elles restent des lieux d'expression décentralisée des demandes locales. Mais elles ne semblent utiles qu'à enregistrer ce qui est décidé à Bayonne alors que les anciennes intercommunalités ont des années d'expertise en matière opérationnelle.

Ne pas négliger l'essentiel de nos territoires

Le projet territorial doit répondre aux besoins de l'ensemble d'entre nous. C'est entre tous que nous devons définir les orientations de notre futur commun. Malheureusement, ce n'est pas ce qui apparait dernièrement. Lors des délibérations initialement prévues pour le 27 février dernier, cette distance a été manifeste. Pour la salle de handball de Baigorri, pour la salle culturelle de Saint-Jean-de-Luz et surtout pour la subvention accordée à l'Aviron Bayonnais Rugby Pro, il n'y a pas eu de véritable travail préparatoire en interne. Concrètement, la préparation de ces décisions n'a fait l'objet d'aucune concertation au sein des différents organes de la CAPB alors même que nous attendons depuis 2018 un schéma des équipements sportifs. De manière incompréhensible, le Vice-Président en charge des équipements sportifs n'a jamais été associé à ces questions. Conditions sanitaires ou pas, depuis 4 ans tout se fait dans la précipitation et à marche forcée. Le Conseil de samedi en est la triste illustration : une fois la parole savamment distribuée entre partisans et opposants, le débat fut tendu et empreint de menaces à peine voilées. Dans ces conditions, s'opposer c'est prendre le risque de voir ses projets sanctionnés la fois d'après. Qui peut réellement prendre ce risque aujourd'hui ? Bref, un exercice démocratique sous contrainte. Nous, élus, avons eu la mauvaise impression que tout était décidé entre le cabinet du président et les communes concernées. Les votes massifs de samedi cachent en fait une victoire à la Pyrrhus. A la fin, le développement et l'aménagement équilibré d'Iparralde ont-ils gagné ? Les circonstances exceptionnelles ont peut-être commandé cette manière de faire mais nous ne devons pas ouvrir cette brèche. Des distorsions de traitement entre les communes du territoire qui ont respecté les principes édictés pour l'attribution de l'enveloppe triennale de fonds de concours ressortent perdantes face à des communes qui se voient attribuer des subventions d'exception. C'est le principe d'équité, c'est-à-dire l'équilibre communautaire auquel nous sommes tellement attachés, qui est bafoué.

Il serait dommageable que ce type de fonctionnement deviennent la règle. Il en ressortirait beaucoup d'incompréhension et un malaise grandissant. Nous prenons le risque d'opposer les territoires les uns aux autres, alors que nous sommes tous parfaitement capables de justifier des besoins d'équipement de portée communautaire.

Nous, élus, nous ne nous sentons pas toujours écoutés et encore moins, et c'est le plus préjudiciable, intégrés dans le modèle de gouvernance en place. Il est aujourd'hui nécessaire de repenser notre processus décisionnel, et, en l'absence de règlement d'intervention, il est devenu indispensable d'y associer étroitement les commissions thématiques et les commissions territoriales ainsi que les organes exécutifs qui ont déjà démontré la justesse de leur jugement par le passé.

Peio Etxeleku
Président régional d' EAJ-PNB
Référent Pôle Territorial "Errobi"



Sophie Laplace : « une grande vigilance dans la crise de la Covid19 »

Sophie Laplace a été élue au sein de la majorité municipale conduite par Jean René Etchegaray, le maire de Bayonne. Cette enseignante en informatique à l'IUT de Bayonne s'implique discrètement dans nombre de chantiers ouverts par la mairie de Bayonne. La gestion de la Covid19 reste une préoccupation quotidienne.

Quels sont les domaines sur lesquels tu travailles en tant que conseillère municipale ?

Je fais partie de la commission culture, de la commission éducation et des commissions extra-municipales langue basque et taurine.

Quelle est l'activité que tu mènes dans ces commissions ?

Je participe à ces commissions. Sur la commission éducation, je suis très attentive à tout ce qui touche aux jeunes, très attentive aussi à tout ce qui touche à la non-discrimination, aux études genrées en fait, je pense en particulier à la mise en place des cours de récréation non genrés. Dans la commission culture, je m'intéresse aux grands projets avec un regard un peu plus technique. Dans la commission langue basque, naturellement promouvoir la langue et pour la commission taurine, faire en sorte que la crise n'entraîne pas l'extinction des spectacles taurins.

En matière d'éducation et de jeunesse, quels sont les projets que mènent les élus locaux en place ?

Il y a deux axes : un axe gestion de la crise et un autre sur les projets à long terme. Notre grand projet,

c'est l'école du Prissé dont je parlais tout à l'heure de la cour d'école. Il s'agit de la création d'une nouvelle école. Dans l'axe gestion de la crise, il y a une grande vigilance de la commission éducation sur le vécu des élèves et des enseignants sur ce qui se passe dans les écoles, sur ce que la municipalité peut mettre en place, comment elle accompagne : est-ce qu'il y a des décrochages scolaires ? est-ce qu'il y a des conséquences sur les enseignements à la maison ? Est-ce qu'il y a des conséquences sociales ? Est-ce que cela peut servir d'alerte sociale ? Ce sont les deux grandes choses.

En matière d'euskara, Bayonne est en déficit d'écoles bilingues. Un effort a été fourni lors de la dernière mandature. Sera-t-il poursuivi ?

Cet effort se poursuit. C'est un effort d'accompagnement, c'est un effort de consultation des équipes enseignantes, des parents, pour justement essayer d'étendre le bilinguisme, en particulier, dans certaines écoles maternelles.

Vous avez pu commencer à mener des démarches, malgré cette période de Covid19 qui restreint les relations ?

Le fonctionnement des commissions et les consultations continuent. Au printemps dernier, il y a eu un temps d'arrêt pour tout le monde, mais ensuite, on a l'impression que le travail de la municipalité suit son cours, de manière assez normale.

Comment cette volonté de renforcer l'euskara est vécu par les acteurs de terrain ?

Les parents sont demandeurs, pas de façon unanime, bien entendu. Ils sont demandeurs de façon générale. Mais il faut du temps pour mettre en place correctement les choses. Pour qu'elles soient pérennes surtout.

Cela signifie que les directeurs d'écoles sont également ouverts à ces démarches ?

Ceux avec lesquels nous travaillons, oui.

D'abord, il y a beaucoup de projets. Par exemple, le musée Bonnat. C'est un projet qui me passionne, parce qu'il y a une matière première culturelle qui est vraiment très très riche. Il est donc très important de bien la présenter. C'est aussi un projet un peu complexe avec la réhabilitation de l'ancien musée, l'extension sur la nouvelle école. J'essaie d'avoir un regard constructif et critique sur ce qui nous est présenté. ...

L'entretien complet en vidéo sur :
www.eaj-pnb.eus
le lundi 26 avril 2021
Apirilaren 26an astelehenean



Jean Tellechea : « attention à la cohésion sociale »

Suite aux dernières élections municipales, Jean Tellechea n'est plus dans la majorité municipale à Urrugne. Mais, il ne se résout pas à un simple rôle d'opposant. Fidèle à l'état d'esprit d'EAJ-PNB, il est dans une démarche constructive, de force critique et de proposition.

_Jean Tellechea anime le groupe Ekarpena-la contribution.

« C'est un groupe de gens qui partageons les mêmes idées. L'idée est de promouvoir des actions de progrès à Urrugne qui répondent à 3 critères :

- Est-ce que l'action proposée par la majorité est un risque pour la cohésion sociale à Urrugne ? la société moderne pousse à l'individualisme ; la cohésion sociale doit guider les politiques.

- Est-ce que l'action proposée permet un développement durable de la commune ? trop de projets aujourd'hui donnent une couleur écologique de surface alors que le progrès a besoin de développement et de durabilité. Il ne faut pas les opposer mais les marier.

-Est-ce que l'action respecte l'identité basque ? notre identité basque est un des ciments qui permet la cohésion sociale de la commune. Il s'agit de faire du basquisme inclusif. Une identité inclusive qui donnera du sens aux gens qui s'installent, au côté des gens qui ont toujours vécu à Urrugne.

_Construire pour les populations locales, oui ! Mais comment ?

« Aujourd'hui, le maire, Philippe Aramendi, comme beaucoup de monde, comme nous d'ailleurs, s'inquiète du nombre de constructions. Des constructions qui répondent à des besoins de populations, mais pas forcément locales. Pire, ces dernières ne trouvent pas de réponses à leurs besoins en logement. Une situation d'injustice totale.

Le maire veut répondre à ce problème ; bien sûr l'objectif est partagé avec Ekarpena. Mais de quelle façon ? Les règles d'urbanisme sont extrêmement contraintes, et le pourcentage de logements sociaux imposé. Cela veut dire qu'en construisant plus sur moins d'endroits, comme il a proposé de le faire, il augmente la densification des zones constructibles. Urrugne n'est pas Anglet mais un poumon vert et agricole de la Côte basque. Et cela nous inquiète. Depuis un an, on se rend compte que le confinement a généré des tensions extrêmement importantes dans les familles et entre voisins, dans les zones les plus denses d'Urrugne. Il faut que l'on prenne en compte ces résultats, et ces risques, pour éviter que l'on ne se fasse piéger. C'est l'alerte que nous donnons à notre nouveau maire aujourd'hui ».

_Revitalisation du bourg

« Le maire a été en son temps un opposant farouche à ce que j'ai essayé de mettre en place. Aujourd'hui, il a créé une commission extra-municipale ouverte aux commerçants et aux volontaires pour traiter la question du marché de plein vent, qu'il a , en son temps , directement ou indirectement, tenté de saborder. Ce n'est pas ma façon de faire. Je fais partie de la commission extra municipale parce qu'en tant qu'élu et citoyen , je pense pouvoir amener mon expérience de ce qui n'a pas fonctionné, et éviter de faire les mêmes erreurs. Là aussi, on se rend compte que dans une commission extra municipale, on ne peut plus développer la politique qui était initialement proposée ; l'hétérogénéité des participants est à respecter. C'est quelque chose de nouveau à Urrugne et il faudra qu'on apprenne à le faire ».

_Développement durable

« La nouvelle majorité a une vraie sensibilité pour les questions alimentaires, agricoles et environnementales. Je pousserai à la réussite des projets qu'ils pourront initier, s'ils respectent les critères d'Ekarpena. Le projet de centre de formation en agroécologie, à Urrugne, est pour moi une aberration, qui peut bénéficier à Urrugne mais qui peut surtout détourner des financements dont le Pays basque intérieur a bien besoin ; surtout dans ces domaines agri et agro, et surtout pour des projets de financement de centres de formation en déficit dans ces territoires. Je serai donc contre ce projet qui ne respecte pas la cohésion sociale du Pays Basque. »

L'entretien complet en vidéo sur :
www.eaj-pnb.eus
le mardi 27 avril 2021
Apirilaren 27an asteartean

Un renouveau de la montagne basque ?



Les élus locaux planchent depuis des années, sur le projet d'un Parc Naturel Régional Montagne basque. Les choses sérieuses commencent puisque la pertinence de ce projet a été validé par la Préfète de Région, en 2019. Qu'est-ce qu'un PNR, que peut-on en espérer ? quand et comment sera-t-il opérationnel ? Des élus, leaders et/ou impliqués dans ce projet ont répondu sans détours à nos interrogations. EAJ-PNB prend également position sur cette initiative.

crédit photo : photo-mobile.com


Jacques Barreix


Battitt Laborde

Deux leaders, deux passions pour la montagne

Jacques Barreix est un élu local d'Ordiarp, président du syndicat de vallée de Soule, également à la tête d'une initiative nouvelle concernant la montagne basque. Il s'agit du PNR : Parc Naturel Régional, comme il en existe ailleurs, dans l'Etat Français. Battitt Laborde, maire de Sare en Labourd, est également un des responsables de cette démarche. Il la suit également en tant que représentant de la Communauté Pays Basque.

_Le Parc Naturel Régional Montagne basque, pourquoi ?

Rien à voir avec un Parc National

Attention à ne pas confondre Parc National et PNR. Battitt Laborde réagit : « *cela n'a rien à voir. Nous ne serons pas sous cloche. C'est un instrument de développement* ». Le PNR n'est pas une zone réservée à la vie sauvage, mais d'un territoire de symbiose entre activités humaines et vie naturelle. Il existe 56 PNRs en France.

Une zone avec des fragilités et des atouts

Un PNR a d'abord pour mission de renforcer une zone rurale fragile, mais disposant d'atouts, d'un potentiel à valoriser. Les fragilités sont d'ordre environnemental, économique ou social. Cette démarche est initiée par les élus locaux, en particulier ceux des différents syndicats de vallée : Soule, mais aussi, Garazi, Baigorri ou Oztibarre.

L'outil le plus adapté

MM. Barreix et Battitt Laborde rappellent l'historique de cet espace rural aidé par Leader un programme européen de soutien aux zones rurales. M. Barreix précise le cheminement des élus : « *ces programmes sont limités dans le temps. Ils durent 5 à 6 ans. Il y en a eu plusieurs et les commissions syndicales qui aménageaient et s'occupaient de la montagne se sont dites : pourquoi ne pas créer une structure qui durera dans le temps et avec laquelle nous pourrons porter*

des actions sur ce territoire ». Battitt Laborde complète : *« nous avons cherché différentes solutions. Le PNR a finalement été retenu. Aujourd'hui, les questions environnementales sont fondamentales. Pour bénéficier de soutien financier, il faut entrer dans des démarches de ce type qui vous procure un label ».* Le périmètre d'actions du programme Leader est maintenu : 111 communes de la montagne basque, en partant de la Soule, en traversant la Basse Navarre, Amikuze, Oztibarre-Iholdi, Garazi et Baigorri ainsi que la zone montagneuse labourdine.

Pourquoi un périmètre aussi large ?

Interrogé sur la pertinence de ce périmètre, Battitt Laborde argumente en disant que les réalités sont différentes, mais tant qu'à avoir un impact pour le Pays Basque, autant rassembler le maximum de communes. Cela concerne 30% des habitants du Pays Basque et 80% de sa superficie. Partout se posent des difficultés de maintien des populations. Cette démarche est dès le départ volontairement ouverte à la concertation. Dans l'idéal, elle est présentée à tous les stades comme une démarche de concertation, y compris à la suite de sa création. Les PNRs, comme les institutions traditionnelles basques font de la démocratie participative, avant que ce terme ne soit mis à la mode.

Cumul de démarches ?

Battit Laborde ne voit pas de complications avec les autres démarches engagées par exemple, par la commission agriculture de la Communauté Pays basque. *« nous travaillons avec la nouvelle responsable de l'agriculture ».* Jacques Barreix rappelle que *« le label PNR sera une source de financement spécifique ».* Il précise que *« nous nous servons des études réalisées par la Communauté Pays basque. De même, si le PNR voit le jour, nous aurons des techniciens qui travailleront en bonne intelligence avec ceux des institutions agricoles par exemple ».* Le PNR est un outil supplémentaire à utiliser. Jacques Barreix rappelle qu' *« en Pays basque , nous sommes habitués à créer et à gérer des outils de développement ».*

Un label supplémentaire ?

Battitt Laborde précise que beaucoup d'AOP sont inscris dans la zone montagne, comme les vins Irouleguy ou le Kintoa. Pour Jojo Goyheneix, maire de Lekunberry, *« le PNR donne un label qui renforce les AOP d'un territoire. Cela leur donne une plus grande force. Un public spécifique, intéressé par l'agriculture de qualité suit les labels des différents PNRs. »*

Une nouvelle source de financement

L'ensemble des intervenants ont insisté sur ce point. Jojo Goyheneix a fait ses calculs : *« si nous réussissons à mener ensemble de bons projets. Si nous investissons 1€ dans un projet, nous pouvons avoir jusqu'à 9€ de l'extérieur ».*

_Le PNR montagne basque verra-t-il le jour et quand ?

« Notre détermination l'a emporté »

Comme tous les PNRs, celui de la montagne basque a fait l'objet d'une phase de recherche et de diagnostic, pour démontrer la pertinence du projet. Battitt Laborde et Jacques Barreix se souviennent des missions menées, en Ariège et en Savoie, deux PNRs de montagne, pour comprendre leur expérience et s'en inspirer. La phase de diagnostic a également conduit les protagonistes à visiter *« des exploitations agricoles, des producteurs de piment »* rappelle M. Barreix. Dans les étapes à franchir, un examen de passage au Ministère de l'Ecologie : *« on nous avait dit : cela risque d'être dur. Ils ont voté à l'unanimité pour la validation du PNR montagne basque. C'était une très bonne nouvelle pour nous. Ce qui l'a emporté là-bas, c'était notre détermination. Quand on est reçu par 15 scientifiques qui vous*

L'entretien complet en vidéo sur :
www.eaj-pnb.eus
le mercredi 28 avril 2021
Apirilaren 28an astezkenean



Les 111 communes du Pays Basque, concernées par le PNR Montagne Basque

posent des questions un peu sensibles - ours des Pyrénées ou empoisonnement des vautours - on était parti pour passer 45mn à 1 heure. On a passé 1h et demi ». Au final, la préfète de Région a dit oui à la pertinence de ce projet. *« c'est le top départ »* selon M. Barreix. 5 à 6 ans seront nécessaires pour construire cette charte.

_Une charte qui vient d'en-bas

Mettre en commun les ambitions pour la montagne

Tous les intervenants ont le regard fixé sur l'étape à franchir pour créer ce PNR : la mise en place commune de la charte. Elle va y déterminer « les règles du jeu », les objectifs à atteindre. Elle sera le cadre du projet à venir. Les élus mettront en commun leurs ambitions. Par exemple, après avoir insisté, B. Laborde expose sa priorité *« faire vivre les communes qui sont sur les hauteurs. Nous devons travailler ensemble pour éviter d'autres villages abandonnés, comme celui d'Arit-zakun. Une fois abandonné, c'est fini. Si un artisan, charpentier, menuisier ou autres veulent s'installer dans ces communes, il faudra les aider. Cela ne se résume pas qu'au paysan».* Pour tous les intervenants, le berger reste une figure centrale à soutenir. Sans bergers, pas de montagnes entretenues et vivantes, pas de paturages, ni de bêtes, pas de randonneurs, ...

Un exercice de démocratie participative

Battitt Laborde précise que cette démarche *« n'amène pas une nouvelle loi »* qui s'imposerait aux élus. Elle dépendra de la volonté collective des acteurs locaux. De ce fait, Jacques Barreix constate qu' *« une charte ne ressemble à aucune autre ».* Battitt Laborde, dans la même veine : *« nous devons construire notre histoire. »* A la suite de l'accord de la préfète de Région sur la pertinence de ce PNR Montagne basque, *« c'est le top départ ».* Désormais, le responsable souletin évoque la suite. *« Maintenant, il faudra rencontrer tous les élus, un maximum d'acteurs locaux, pour construire cette charte du PNR. Elle sera réalisée entre tous et écrira les engagements que nous nous donnons collectivement. Mais encore une fois, si des communes ne souhaitent pas s'engager dans la démarche PNR, elles pourront choisir de ne pas y adhérer ».* Il insiste sur l'état d'esprit d'entente collective à préserver. De même, le maire de Sare est encourageant : *« Continuons à travailler ensemble en parlant d'une seule voix de la montagne basque ».*



Jojo Goyheneix, confiant dans les atouts existants

Jojo Goyheneix, maire de Lekumberri, en Garazi s'est intéressé au PNR Montagne Basque, via son expérience de président du syndicat de vallée de Garazi qui gère *« 17 000 hectares, dont 6 à 7000 hectares de forêt, l'essentiel du hêtre »*. 330 bergers y vivent. Le syndicat se charge entre autres de veiller à l'entretien des infrastructures : routes, systèmes d'eau ou etxolas. Lui et les autres responsables de syndicats de vallée, en Oztibarre, Baigorri ou en Soule ont appris à se connaître, lors des programmes Leader. Leur principal défi : *« faire face à l'affaiblissement de l'agriculture et de l'élevage. Les personnes se sont rendues en ville. Nous avons moins d'enfants. En montagne, le travail quotidien est plus difficile. Il est plus difficile de se tenir debout en montagne qu'à la plaine. Il faut plus de travail pour le même résultat, plus d'efforts physiques, de matériels »*.

Jojo demeure confiant en l'avenir, *« pour maintenir le niveau existant »* : capacité d'initiatives de nombreuses personnes, produits de qualité artisanaux ou agricoles, bonne image de marque, les atouts ne manquent pas. *« Il n'est pas encore trop tard pour agir. Nous avons toutes sortes de services, d'aides : des écoles, des coopératives, des vétérinaires, des forgerons, ... »*.
« En Ariège, en Béarn ou ici en Navarre, une fois que le vide est fait c'est trop tard. Un paysan doit effectuer au moins 30 km rien que pour réparer un tracteur, par exemple ». « Le PNR dépend de ce que l'on en fera. Durant la phase Leader, nous avons déjà mis autour de la table, des paysans avec des responsables de l'environnement, de l'économie, de la culture. En discutant, nous prenons conscience d'objectifs partagés, d'inquiétudes communes. Nous avons compris que nous pouvions cheminer au moins en partie ensemble. Cela a été très enrichissant. Le PNR permet cela. Il ne s'agit pas d'une nouvelle couche, mais d'un forum commun ».

L'entretien complet en vidéo sur :
www.eaj-pnb.eus
le jeudi 29 avril 2021
Apirilaren 29an osteguenean

L'exemple de l'Ariège : retour vers le futur ?

Jojo Goyheneix raconte : *« L'Ariège a une histoire singulière. Au XVIIIe, XIXe siècle, ce territoire a vécu de graves événements : famines, épidémies, sécheresse, incendies, ... ce territoire a été vidé bien plus tôt qu'ici de ce fait. Les prairies, les zones d'habitation des montagnes ont été gagnées par la broussaille très tôt. La forêt atteint quasiment les zones d'habitation des plaines ».* Leur PNR a plus de 30 ans. leur principal défi : *« nettoyer ces zones alentours des villages : enlever les broussailles, la végétation, pour regagner des prairies. Nous n'en sommes pas à ce point. J'ai le plus grand respect pour eux, mais ils ne pourront faire revivre l'agriculture. C'est impossible. Il n'y a pas de magie.»*



Laurent Inchauspé, une réunion nécessaire de tous les acteurs de la montagne

Laurent Inchauspé, est le nouveau maire de St Jean Pied de Port, le bourg centre de Garazi. Il a suivi la phase de diagnostic du PNR, en tant que président de l'Office de tourisme local. Il y voit un intérêt de *« regrouper des acteurs de la montagne »* qui jusque-là demeurent dispersés, malgré la création de la Communauté Pays Basque. Il pense aux bergers, mais aussi au monde touristique, environnemental,... La visite en Ariège l'a intéressé, en particulier, *« une grande halle de vente des produits régionaux, qui aurait été impossible sans le PNR ».* Pourquoi pas un projet similaire qui permettent de toucher des consommateurs *« locaux et touristiques »* ? Il n'est pas inquiet par l'attrait de St Jean Pied de Port, mais il est également conscient que la montagne alentour attire de nombreux randonneurs. *« 50% des visites du site Internet de l'Office de tourisme concerne des randonnées ».* Le PNR doit permettre de valoriser la montagne, pour maintenir cette attractivité. Il insiste sur la nécessité d' un tourisme maîtrisé.

L'entretien complet en vidéo sur :
www.eaj-pnb.eus
le vendredi 30 avril 2021
Apirilaren 30ean ostiralean



crédit photo : photo-mobile.com

Un oui, mais ... du Conseil National de la Protection de la Nature

Réuni en séance, le 22 mai 2019, le CNPN devait donner son feu vert avant celui de la préfète de région, sur la pertinence du PNR Montagne Basque. Son acceptation à l'unanimité de ses membres comporte un certain nombre de recommandations. Comme cela est prévisible pour un organisme du Ministère de l'Ecologie, sensible avant tout à la préservation de l'environnement, ses remarques concernent surtout l'agropastoralisme, le patrimoine naturel, les paysages, l'urbanisme et l'eau. Le CNPN supervisera la démarche d'élaboration de la Charte.

Ce document pose la question de l'équilibre entre activités humaines et préservation de l'environnement. Il rappelle également les contraintes légales qui encadrent la liberté d'action des élus et de la société civile, en espérant que sur cette zone, les services de l'Etat n'y exercent pas un zèle particulier.

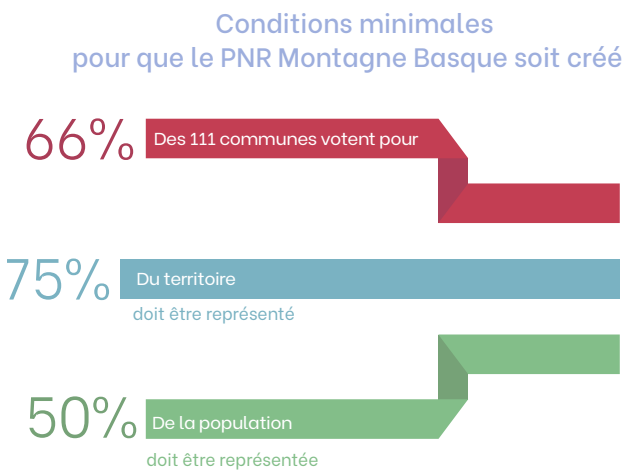
Parmi les recommandations : sur l'agropastoralisme, des mesures sur l'écobuage, sur les espaces d'estive, notamment *« les procédures de traitement parasitaire des troupeaux »*. Sur le patrimoine naturel, *« un état précis de conservation des sites sensibles en termes de biodiversité »* et un suivi des sites Natura 2000, le développement d'un réseau de sites naturels protégés pour des espèces et des milieux rares ou l'anticipation du retour de grands prédateurs. Mais aussi, *« une stratégie claire en matière de protection et de gestion des paysages »*, *« construire une stratégie de tourisme de grande nature »*. En matière d'urbanisme, restreindre *« l'étalement urbain et les constructions disharmonieuses, notamment en entrée d'agglomération »*. le CNPN recommande également *« d'évaluer régulièrement la qualité et l'utilisation de l'eau selon les bassins versants »*. Il est également sensible aux cours d'eau, à la préservation des poissons migrateurs ou aux modèles piscicoles.

EAJ-PNB soutient le PNR Montagne basque

EAJ-PNB défend une vision démocrate, humaniste de la société basque. Les personnes sont au centre de nos préoccupations. Tout projet public doit se bâtir non pas en fonction de dogmes pré-établis, mais sur la base des difficultés, des aspirations individuelles et collectives des habitants du Pays Basque, pris dans leur diversité.

EAJ-PNB, mouvement abertzale défend la valeur de la transmission inhérente à la société basque. Être responsable face aux générations futures, pour leur transmettre un patrimoine culturel et naturel viable, tout en nous adaptant aux enjeux contemporains.

Les principes du Parc Naturel Régional Montagne Basque semblent conformes à notre vision de la société. EAJ-PNB soutient donc le lancement de la démarche de réflexion, la validation de la pertinence de ce PNR Montagne Basque, ayant été franchi.



EAJ-PNB précise les points qui suscitent son intérêt :

-la maitrise locale de ce projet. Les élus locaux et les acteurs de la société civile ont à la fois le pouvoir et la capacité d'action pour agir ensemble. Contrairement à nombre de procédures en France, la mainmise de l'Administration sur le projet semble limitée. EAJ-PNB sera attentif sur ce point, en vérifiant que le principe de liberté d'action des acteurs locaux soit bel et bien respecté,

-les avantages spécifiques au PNR, dans le soutien au développement rural du Pays Basque : techniciens spécialisés, organisation du partenariat entre responsables locaux qui s'ignorent trop souvent aujourd'hui, dans les mondes agricole, touristique, culturel, artisanal ou environnemental, importance du périmètre et les 111 communes concernées qui impacte l'ensemble des habitants des zones fragiles, sources de financement spécifiques auprès de la Région Aquitaine ou de l'Union Européenne, en particulier dans la dimension transfrontalière, attractivité spécifique liée aux publics connaisseurs des PNR et sensibles à leur labellisation.

-la volonté de créer un nouveau dispositif qui s'insère dans les démarches déjà existantes, en particulier celles initiées par la Communauté Pays Basque, en mutualisant les différentes études par exemple.

EAJ-PNB sera attentif à la mise en pratique de ces principes généraux. La démarche participative qui s'ouvre pour l'élaboration de la charte du PNR établira les grands objectifs que les élus et acteurs locaux se donneront collectivement. Chaque entité devra y trouver sa place.

Des groupes politiques à la CAPB : oui, mais...

Fallait-il créer des groupes politiques au sein du conseil communautaire de l'agglomération Pays basque ? La question a été débattue lors de la réunion du 20 mars dernier et a été réglée par un large consensus autour d'un « oui mais ».

« Oui », parce que dans les communautés de communes XXL, du type de celle du Pays basque, on peut difficilement s'opposer à la volonté d'élus de s'organiser en groupes politiques. Et puis, dans les faits, c'est déjà le cas lors des interventions, notamment celles des élus de la gauche abertzale qui s'expriment par la voix de porte-paroles. Les élus socialistes et plus généralement de « gauche française » votent souvent dans le même sens, preuve que là aussi, les choses sont bien organisées.

Du coup, le républicain Claude Olive ne cache pas qu'il veut former un groupe pour faire entendre une autre voix. Sera-t-elle seulement celle des élus encartés LR ou celle d'un vaste rassemblement du type Forces 64 comme au conseil départemental ? Une formule qui a permis d'unir un vaste spectre politique du centre gauche à la droite.

« Mais », parce que beaucoup de « petits » élus ou d'esprits libres n'y trouveront pas leur compte.

Martine Bisauta, difficilement classable ou Anne Marie Nadaud d'Hélette se sont faits leur porte-paroles. L'élue bayonnaise craignait un monopole de la parole par les groupes politiques et la portion congrue pour les indépendants, alors que sa collègue d'Hélette était bien embêtée à l'idée d'intégrer un groupe : lequel ? alors qu'elle ne sait même pas comment votent ses collègues du conseil municipal ! Anne Marie Nadaud mettait en avant « un projet de territoire » avant tout considération politicienne.

La politique n'est pas un gros mot, comme le disait la socialiste Sandrine Derville. Certes. Mais il ne faudrait pas qu'elle provoque, lors des prochaines réunions du conseil communautaire, une succession de monologues politiciens, incompatibles avec ce que l'on est en droit d'attendre dans l'intérêt et pour l'avenir du Pays basque. De notre Pays basque, à toutes et à tous...

Eihartxet



Simone Vilalta erresistentzialaria eta deportu hendaiarra hil da

1943an arrastatu eta Alemaniarat eraman zuten bortxaz. Ravensbrück-eko eremuan preso egon zen andereak bere lekukotasuna eskaini izan du maiz, berriki arte, bereziki gazteen artean. Nazien infernua jasan zuen lapurtarrak bakearen aldeko mezua hedatzearen garrantziaz ohartarazi nahi izan zuen denbora luzean. “Barkatu bai, ahantzi ez” zioen bidasotarrak.

Simone Vilalta, sortzez Chrisostome, azken egoitzarat segitua izan da urtarril hastapenean. Deportatu ezaguna Hendaian sortu zen 1923an eta bertan haunditu zenez, haur denboran Espainiako gerla zibila eta frankismoaren oihartzunak eta ondorioak hurbiletik ikusi ahal izan zituen. Irunen gertatzen ziren tiroketak noiz nahi entzuten zituzten Pausu eta Biriatutik, eta Intzura aldean Italiako soldadu bat hilik aurkitu zutela ez zuen sekulan ahantzi.

“nazien ankerkeria eta bortizkeria pairatu”Munduko Bigarren Gerla denboran nazien ankerkeria eta bortizkeria pairatu zituen Simonek. 1940ko ekainaren 22ko armistizioaren ondotik, bere aita, alderdi komunistaren ekintzailea zena, Havre eta Angers hirietarat igorri zuen Vichyko administrazioak. Bi urte geroago Simone bere burasoengana joan zen eta orduan jakin zuen aita zena erresistentzialaria zela. Berehala laguntza emateko xedea agertu eta “Ohore eta aberria” taldearen kide bilakatu zen esku orriak eta nortasun agiri faltsuak banatzeko, bertzeak bertze. 1943an, okupatzaileek galdekatu eta preso sartu zuten Angers-ko espetxean. Sare berean ari ziren ezagunen aintzinean eman zuten bainan Simonek ez zuen hitzik erran. Elgarren arteko begiradek ez zuten



deus berezirik adierazi adiskidantza ez traizionatzeko gisan.

Infernurako bidea hartu zuen orduan Simonek: abereak garraiatzeko trein batean eman zuten 150 lagunekin Alemaniarat buruz. Hiru eguneko bidaia Ravensbrücken gelditu zen eta bertan ongi etorria emateko: soldaduen oihuak, zakurren ausikiak eta emazte nazien kolpe gogorrak jasan zituen.

Berehala biluztu, ilea moztu eta zorriz betea zen jantzia eman zioten, lanean hil zen langile batek erabili zuena, hain xuxen. Azpiko jantzirik eta galtzerdirik gabe, egurrezko oinetakoak eta 22 352 zenbakia eman zioten bularrean. Nazien helburua argia zen: presoek jendetasuna galtzea. Baldintza horietan zortzi hilabetez bizi zitekeen, gehien gehienik. Gorputza geldirik bezala zeukaten, hilerokoa desagertzen zitzaien ere eta ahulegiak labeetarat igortzen zituzten ...

"Baionako adiskide batekin lasto meta batean gorde zuen bere burua"

Hendaiarrak bortxazko lana jasan zuen: hamabi oreneko lan egunak pausarik gabe Siemens enpresarentzat V2 misilen ekoizpenaren sailean. Enpresaraino oinez joan behar zuten, batzuetan 30 gradu bertzerik ez zirelarik zeroz azpitik! Errusiarrak hurbildu zirelarik naziek eremuak hustu eta desegin nahi izan zituzten. Simone eta bere lagunak bideetan eman zituzten eta lurrerat erortzen zirenak tiroz hiltzen zituzten. Nahiz eta 30 kilo bertzerik ez izan, ihes egitea bururatu zitzaion eta Baionako adiskide batekin lasto meta batean gorde zuen bere burua. 1945eko Apirilaren 30ª eta Maiatzaren lehena arteko gauean errusiarrek atxeman eta libratu zuten. Amerikarren esku gelditu ondoren, hilabete bateko atsedenaldia eman zioten. Hanburgo, Herbeherak eta Belgika zeharkatu zituen Lillerat joateko eta orduan jakin zuen bere aita zendu zela Alemanengandik ihes egiten saiatu zelarik.

"bere lekukotasuna eskaini du maíz"

Hendaiarat itzuli zelarik, Luis Vilalta Espainiako errepublikazalearen ezkondu zen eta elgarrekin familia sortu zuten. Senarra zena Argelès-eko eremuan preso egon zen Frantziako armadan sartu baino lehen. Naziek preso hartu eta Mathausengo eremurat igorri zuten.

Azken urteetan, Simone Vilaltak bere lekukotasuna eskaini du maiz, bereziki, eskoletan. *"Garai latz hauetan, ez dago tokirik herra, arrazakeria eta xenofobiarentzat. Bakea, askatasuna eta anaitasunaren alde lan egin behar dugu. Gertatu zena ezin da ahantzi eta erne egon behar dugu nazien sarraskiak errepika ez daitezen!"* zioen Simonek Hendaiako herriko etxeak hiriaren ohorezko domina eskaini ziolarik duela bi urte. Deportazioan zuen jantzia, bere agiriak eta dominak, tartean Frantziako Ohorezko medaila, ongi zaintzen dituzte Vilalta familian. Hendaiako eskoletan erakusten segituko dute Simonen lekukotasunak denbora luzean iraun dezan...



Franck Dolosor "Haltza"



PDU : un chantier décisif pour faire Iparralde

Penser l'urbain est devenu un défi impossible. Pourtant, la Communauté d'agglomération est attendue sur cette question essentielle pour l'avenir du Pays basque nord. Depuis décembre 2017 une réflexion transversale est initiée pour définir, à l'horizon 2030, une politique de mobilité adaptée aux spécificités de notre territoire. Pour Iparralde, c'est aujourd'hui une nécessité. Pour l'agglomération, c'est un chantier décisif.

Penser l'urbain est difficile. Cela suppose de prévenir des modes de mobilité qui ne sont pas encore ancrées dans les habitudes. Cela oblige à anticiper des pratiques encore in-imaginées (comme l'usage du vélo électrique qui a explosé ces derniers mois). Penser la mobilité, c'est gouverner l'espace urbain au sens large, c'est prévoir. Dans une politique d'aménagement et de transport idéale, ce n'est pas seulement dessiner des axes de mobilités, c'est aussi prédire une croissance démographique et l'extension urbaine qui en découle. La montée des problèmes de congestion routière, l'importance du prix du pétrole, la croissance continue des émissions de carbone, la concentration des activités professionnelles sur des espaces réduits (en Pays basque, sur le littoral), le vieillissement de la population et les questions d'accessibilité, d'exclusion et d'inclusion dus à la répartition spatiale des inégalités sociales dépassent largement la simple question du transport urbain ou de la mobilité urbaine...

_L'urgence de trouver des solutions de déplacement

De manière tacite, le mouvement des Gilets jaunes a témoigné d'une crise de l'aménagement urbain : les transports en commun sont parfois inadaptés face aux besoins de mobilité de certains : pour accéder au travail, ils subissent le surcoût dû au recours à la voiture individuelle, sans parler des conséquences environnementales désastreuses. Face à ce défi, les pouvoirs publics semblent dépourvus de solution : cet été, le Syndicat des mobilités et les communes de



Bayonne, Anglet et Biarritz ont décidé de mettre en place, à titre expérimental, des pistes cyclables provisoires. Le but ? Eviter un usage massif de la voiture individuelle sur les axes principaux, source de pollution et de congestion du trafic. Concrètement que s'est-il passé ? La communauté d'agglomération Pays basque a de fait opposé les automobilistes aux cyclistes. Loin de favoriser l'usage du vélo en période de déconfinement, elle a stigmatisé deux modes de mobilité, l'un contre l'autre, et c'est la voiture qui l'a emporté. Dont acte. Le rapport de force a prévalu sur un consensus sur le partage de l'espace urbain.

_Le PDU Pays basque : pour Iparralde, une nécessité

Dans un monde idéal, les habitants-rationnels d'un territoire optimiserait l'usage de tous les modes de transport, individuellement ou en combinaison, recourant au transport collectif (trains, trambus, bus, taxi…) et/ou au transport individuel (voitures, deux-roues motorisés, vélos, trottinette, marche à pied…). Pour les pouvoirs publics, l'enjeu est de renforcer cette réflexion en intégrant les représentations sociologiques (La voiture cessera-telle d'être un jour un symbole de réussite sociale ?), les comportements de mobilité, l'évolution des conditions socio-économiques et les parcours de vie des gens. L'Etat incite à entreprendre ce chantier avec le Plan de Déplacements Urbains (PDU) qui est une démarche de planification des infrastructures de déplacement. Le but ? Prévoir un projet global d'aménagement du territoire et de déplacement. Comment ? A travers une coordination entre tous les acteurs concernés (Communes, Syndicat mixte, agglomération, etc.), participatif et transversal comme il est qualifié sur le site de l'agglomération. Sur le Pays basque et en particulier le littoral, c'est devenu un enjeu brulant. Aux heures de pointes, le couvre-feu exacerbe les tensions de mobilités en congestionnant des axes urbains jusqu'alors préservés par le flot de véhicules dilué sur un temps plus long. Ce type de démarche ne peut que se faire sur le long terme, afin de permettre des concessions et des compromis que doivent accepter les différents acteurs notamment les communes. Lors du conseil municipal du 12 février dernier à Bayonne, il y eut beaucoup d'échange à ce sujet. Même si le PDU est intercommunal, les élus municipaux ont pris le temps de se mettre d'accord pour dire qu'il fallait trouver une alternative à la voiture. C'est urgent.

_Une opportunité politique décisive pour l'agglomération

C'est à la Communauté d'agglomération de jouer maintenant. C'est là-dessus qu'elle est attendue et qu'elle pourra gagner en légitimité vis-à-vis de ses membres mais aussi des citoyens qui continuent de la méconnaitre. L'agglomération doit associer les initiatives de chacun dans un intérêt commun. Elle doit s'imposer comme l'institution structurante du Pays basque nord en offrant un système de mobilité agile, mutimodal, interchangeable et évolutif à l'échelle de notre territoire. C'est une mission impossible mais c'est sa plus belle opportunité pour faire Iparralde et pour en être identifié comme l'institution indispensable du territoire.

Txema



INDICATEUR DEVELOPPEMENT HUMAIN ONU

Indice de développement humain, des lauriers pour Euskadi

Selon le classement 2019 élaboré à partir de l'indicateur de développement humain et de performance (IDH), Euskadi figure dans le trio de tête des communautés autonomes d'Espagne, avec la Navarre et Madrid.

0,937



Excellente performance donc pour les provinces d'Alava, Biscaye et Gipuzkoa réunies et en parallèle pour la communauté forale de Navarre, en progression constante depuis de nombreuses années. (Le temps dira ce qu'il adviendra de l'année pandémique Covid-19/2020, venue plomber les économies d'une multitude de pays avancés).

Avec, pour 2019, un indicateur de 0,937, Euskadi n'est précédée au niveau mondial que par 10 pays : la Norvège (IDH 0,954), l'Irlande, la Suisse, Hong Kong, l'Allemagne, la Suède, l'Australie, les Pays Bas, la Finlande et Singapour... Sur 185 pays et territoires étudiés, l'Espagne et la France figurent respectivement aux 25 et 26e rangs avec des indicateurs de 0,904 et 0,901. Le Niger au dernier rang avec un indicateur de 0,394. Ce type d'indicateur fut adopté par les Nations Unies en 1990, intégré dans le Projet des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il prend en compte un ensemble de données allant au-delà des limites du PIB (Produit Intérieur Brut) qui se cantonne froidement à la performance et la santé économique d'un continent, d'un pays ou d'une région.

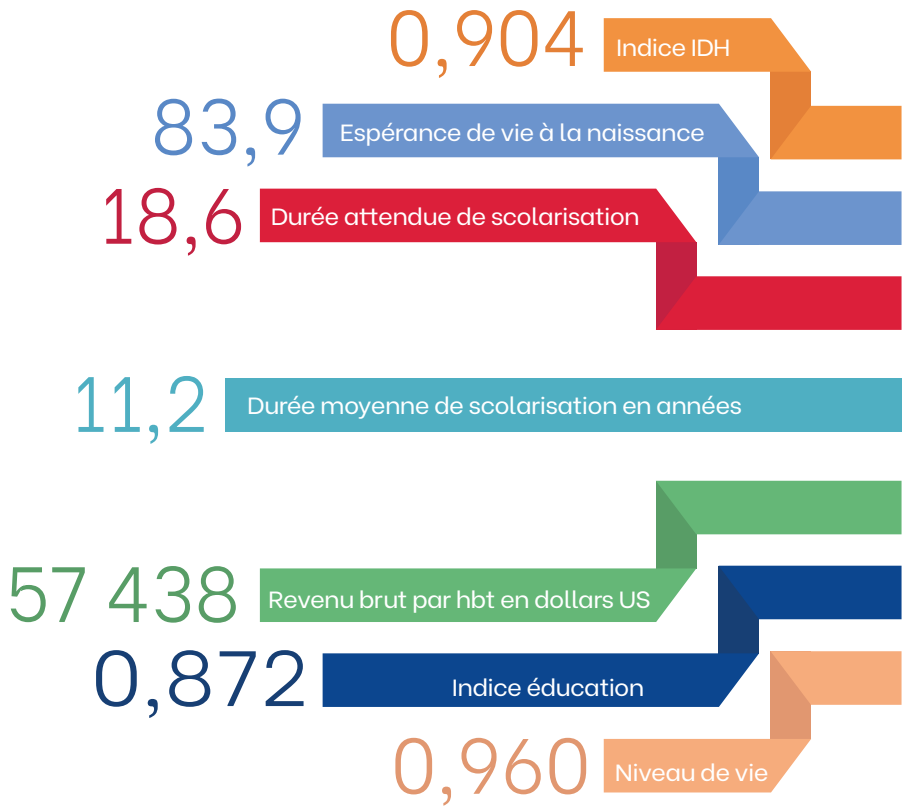


_Un spectre plus large

Comme son nom le dit, l'Indicateur de développement humain revêt un spectre plus large, s'attachant à certains traits autres que l'économie, dans une société en mouvement : espérance de vie à la naissance, durée de scolarité attendue, durée moyenne de scolarité calculée en années, indice de l'éducation, revenu par habitant/per capita, niveau de vie. Autant d'éléments permettant de brosser un tableau plus « charnel » d'un territoire aspirant au bonheur (quelle que soit sa taille), notamment par la lutte contre les inégalités, pour l'emploi, le climat, l'innovation technologique…

Tel est l'un des objectifs poursuivis depuis plusieurs décennies par le gouvernement autonome d'Euskadi dont l'actuel président, Iñigo Urkullu, participa au High-level Political Forum développement durable, tenu à New York, au siège des Nations Unies en juillet 2019. Il y présenta Euskadi et sa politique ambitieuse dans le domaine du développement humain/durable (dans le respect de l'Agenda 2030 adopté à Bruxelles en 2015). Euskadi a été la première « nation sans Etat » à participer à ce type de rencontre annuelle ouverte aux Etats-membres (1). Lors de sa visite de juillet 2019, Iñigo Urkullu exposa les ambitions de la Communauté autonome basque et de ses 2,1 millions d'habitants dotés (comme les Navarrais d'ailleurs), d'une marge de manœuvre importante par rapport à Madrid, du fait du Concierto Economico dont ils sont seuls à jouir en Espagne. Qualité de vie, bonne santé économique, impulsion de la marque Euskadi Basque Country en Europe et au-delà…





_ Le « modèle basque »

Il se prévaut déjà d'un long chemin parcouru pas à pas sur une trajectoire patiente, souvent tracée dans l'adversité. Dans une chronique intitulée *« Un pas de plus franchi à partir de nos forteresses technologiques-industrielles »* (Deia 28 février 2021), Jon Azua évoquait l'approbation récente du Plan Science, Technologie, Innovation pour 2030. Economiste patenté et reconnu, à plusieurs reprises membre du gouvernement basque, il fut dès le début des années 90, l'initiateur des clusters en Euskadi. L'un des tout premiers, Cluster de Automocion de Euskadi (ACICAE, 85 000 salariés dans le monde), fut créé en 1993 dans le secteur toujours vital de l'automobile. Dans sa chronique, Jon Azua précisait que 250 entreprises issues du tissu local, ont participé à l'élaboration de ce plan ambitieux, placé au service de *« la configuration d'un développement humain, durable et inclusif, doublé d'une incontournable nécessité de cohésion sociale et territoriale »*. Objectifs à moyen et long terme : bien-être social et développement incluants. Domaine où à son échelle, Euskadi souhaite s'affirmer parmi les leaders européens. Dans l'immédiat, reste aussi à sortir des affres de la pandémie qui a engendré une transformation accélérée des entreprises dans le domaine de la digitalisation notamment.

Notons que cette visite avait connu une sorte de « précédent », lorsqu'en 1946, le lehendakari Aguirre eut l'occasion de rencontrer le secrétaire général de l'ONU, Trygve Lie, à New York, pour lui demander le retrait des ambassades Alliées à Madrid.



Dominique Larramendi « la répartition des vaccins est plus un chemin de croix qu'une autoroute »

Dominique Larramendi est médecin généraliste à Hasparren et membre d'Eaj-Pnb, depuis 2007. Nous réalisons cette rencontre, quasiment un an après un premier entretien, réalisé au lendemain du premier confinement, en mars 2020. Le vaccin focalise son attention, dans son efficacité curative, le modèle économique dominant ou encore l'inadéquation du centralisme bureaucratique français.

« Quand la situation est identique, les règles doivent être identiques pour être clairement comprises par la population qui va y adhérer plus facilement ». Partant de ce constat, Dominique Larramendi reconnaît la nécessité de mesures générales, comme le gestes barrière, se laver les mains, porter un masque, éviter les contacts, ... Par contre, il plaide pour une territorisalisation des mesures en fonction du niveau d'infection des territoires. Soyons plus restrictifs dans les territoires les plus touchés.

Un « embryon » d'Europe de la santé

Nécessité faisant loi, la Commission Européenne a pris à bras le corps, la contractualisation des vaccins avec les grands fournisseurs que sont Pfizer, Moderna ou AztraZeneca. Le médecin Hazpandar salue cette avancée, même si depuis l'entretien, l'Union Européenne est l'objet de critiques. *« Pour un parti pro-européen, comme le nôtre, il faut se féliciter de cet embryon de politique européenne de la santé, mais il ne faut pas s'en contenter ».* Il met en avant le modèle



Centre médical à Hasparren

L'entretien complet en vidéo sur :
www.eaj-pnb.eus
le lundi 3 mai 2021
Maiatzaren 3an astelehenean

économique qui fonctionne : des grandes entreprises pharmaceutiques qui externalisent la recherche dans des partenariats avec une myriade de start-ups très réactives et pointues.

« On connaît le poids de la bureaucratie en France »

Dominique continue à regretter l'inefficacité du centralisme bureaucratique français, en cette période de vaccination massive. *« On connaît le poids de la bureaucratie en France. Avant que le vaccin n'arrive aux centres de vaccination ou dans les officines de pharmacie de villes, c'est plus un chemin de croix qu'une autoroute »* du fait des autorisations administratives à obtenir. Il précise que *« le vaccin ne nous protégera pas contre la maladie, mais contre les cas graves ».*

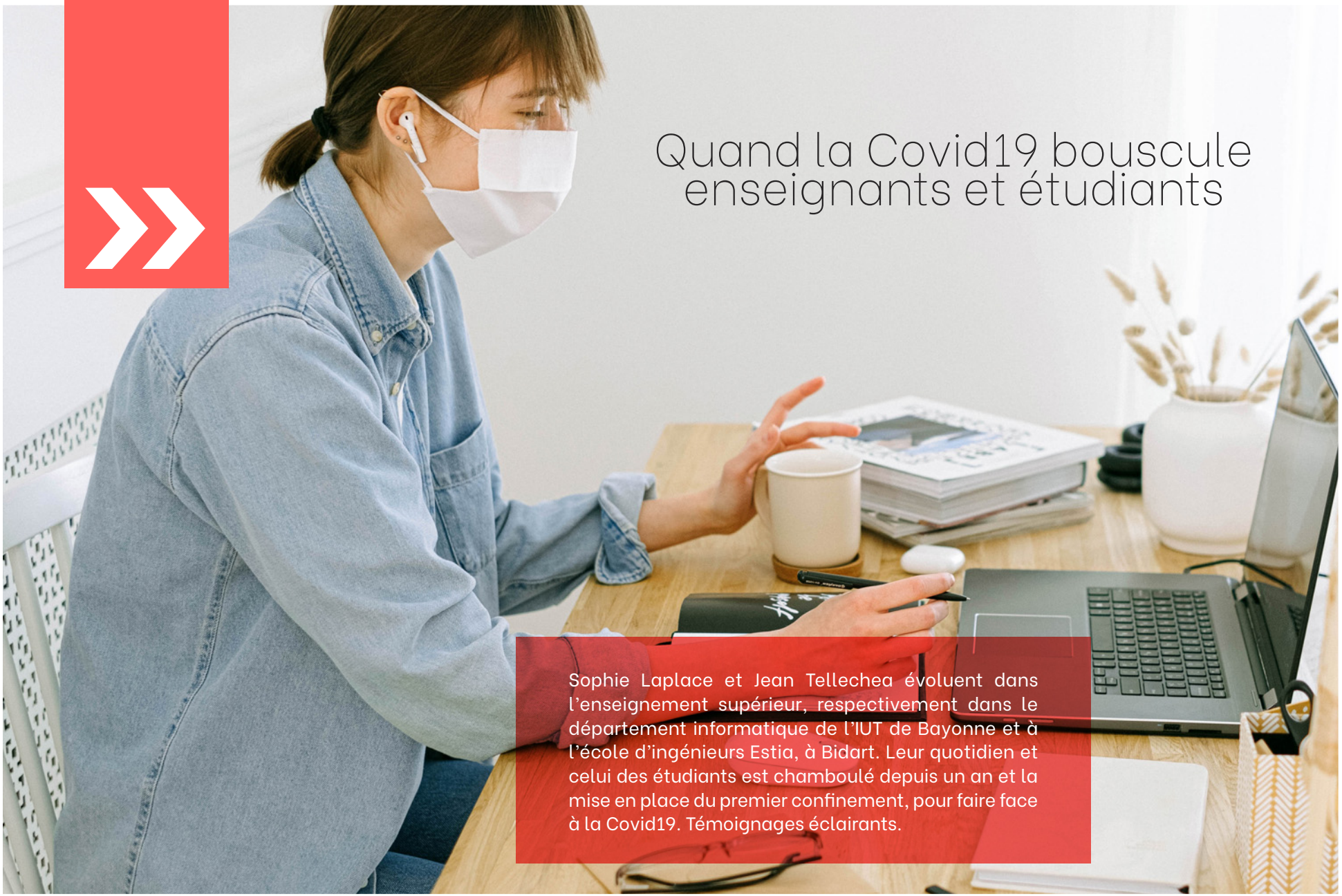
Les ARS non adaptés à des situations de crise

Interrogé sur les Agences Régionales de Santé, il précise qu'elles ne sont pas prévues pour des périodes de crise. Elles sont avant tout des outils de gestion, guidée par une *« vision comptable »* . Par exemple, en pleine pandémie, l'ARS du Grand Est a voulu appliquer une directive générale réclamant une baisse du nombre de lits d'hospitalisation ! il rappelle des épisodes sur l'aspect bureaucratique des ARS. Par exemple, ses confrères des EPHAD sont contraints de répondre à des questionnaires qui n'aboutissent à rien de concret sur le terrain. De même, dans l'épisode de l'hôpital de Mauléon, il regrette le positionnement de la directrice de l'ARS, qui ne prend pas en compte l'avis des professionnels de santé souletins, demandant un rapprochement avec l'hôpital de St Palais.

Pour une santé régionalisée

Dominique Larramendi défend des systèmes régionalisés que connaissent les pays voisins, comme l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne. En Euskadi, les impôts locaux financent directement Osakidetza. Les élus dépendent du territoire et travaillent directement avec les médecins, les patients, ...
Il rejette l'argument de l'égalité entre les régions, en plaidant pour *« un système équitable, avec plus de moyens pour les régions les moins riches ».*

Quand la Covid19 bouscule enseignants et étudiants



Sophie Laplace et Jean Tellechea évoluent dans l'enseignement supérieur, respectivement dans le département informatique de l'IUT de Bayonne et à l'école d'ingénieurs Estia, à Bidart. Leur quotidien et celui des étudiants est chamboulé depuis un an et la mise en place du premier confinement, pour faire face à la Covid19. Témoignages éclairants.



Du présentiel au distanciel

Jean Tellechea : il y a un an, nous avons vécu un confinement. Cela a été un changement très important à l'Estia. Important parce que le gouvernement nous a imposé une continuité pédagogique. Cela veut dire que même confinés, nos enseignants devaient continuer à faire cours et nos étudiants devaient les suivre à distance. Il y a eu un énorme travail de mes collègues enseignants pour transformer leur support pédagogique, leur support de cours, en support à distance. Il faut saluer le travail réalisé. Et finalement, la technologie a permis de le faire. Nos 900 étudiants ont continué à suivre les cours à distance, avec des technologies que l'on avait dans les cartons et que l'on a été obligé de sortir rapidement, pour que cela soit opérationnel. Et finalement, cela a été opérationnel.

Sophie Laplace : oui c'est vrai. Mais il y a une grande distorsion entre les formations techniques comme la tienne ou la nôtre et les formations qui sont dans d'autres domaines. Pour des enseignants, en langue par exemple, qui sont moins habitués, cela a été beaucoup plus difficile de prendre en main ces outils. Sans compter que l'enseignement à distance n'a rien à voir avec l'enseignement en présentiel. On sait que 30 à 40% de l'apprentissage dépend de l'affectif, donc de la relation humaine. Et cela a été perdu très brusquement. C'est ce qui a fait le plus souffrir les étudiants et qui continue à le faire.



_S'adapter aux consignes de l'Etat

Quelles étaient les domaines de ces consignes ?

Jean Tellechea : cela portait sur les jauges, le présentiel et le distanciel, l'organisation du présentiel, les contraintes sanitaires comme lé désinfection des mains dans les salles. On a pu faire des TDs et des travaux pratiques, ce qui n'était pas le cas au tout début. Il faut savoir quand même que même si la technologie permet de faire des cours à distance, mais l'individu étant un être humain, il n'y a pas que le cerveau qui garde les choses en mémoire, il y a aussi des sensations, des passions, une boutade.

Sophie, est-ce que l'Etat a été un référent pour vous, au niveau normatif ? est-ce qu'il vous a accompagné ?

Sophie Laplace : L'Etat passe par plusieurs filtres. On a le ministère, le rectorat, à un certain moment, les matières des travaux pratiques dépendaient directement du rectorat. On était directement dans l'attente de la décision du rectorat. Il passe par le filtre de l'université qui est très à cheval en tout cas pour nous, sur les consignes sanitaires et enfin, la direction de l'IUT. On a eu l'impression comme Jean de nous débattre chaque semaine avec des consignes qui changeaient. Avec des consignes qui en bout de chaine paraissent étonnantes. Pour une population qui est la moins en danger. C'est toujours un peu étonnant. On avait l'impression d'empêcher les étudiants d'aller en cours. Ils se regroupaient chez eux pour ne pas être trop isolés. Donc cette décision de fermeture des universités était un peu aberrante. On a eu un accompagnement sur les moyens, sur l'équipement, sur des choses plus matérielles. On ne s'est pas senti abandonné. En revanche, on n'a pas toujours compris la philosophie de ce qui nous était imposé. Et encore, maintenant.

_un contexte difficile pour les étudiants

Jean Tellechea : c'est le plaisir d'être ensemble qui fait que l'on apprend plus ou moins bien. On s'est beaucoup inquiété à l'Estia, surtout lors du deuxième confinement. Parce qu'il a débuté directement au démarrage de la nouvelle année universitaire. Et cette nouvelle année universitaire, elle voit arriver une cohorte de jeunes qui quittent pour certains leurs parents, en première année, qui découvrent un territoire. Beaucoup d'étrangers qui découvrent un pays, parfois, une langue. Et aussitôt, on les a confinés et enfermés. On savait très bien que la formation à distance ne permettrait pas d'atteindre les objectifs pédagogiques attendus. ...

_Trouver des stages, lorsque l'économie est au ralenti ...

Dans une école d'ingénieurs, on a en plus des stages obligatoires. La commission des titres d'ingénieurs vous impose un certain nombre de semaines de stages chaque année. Le contexte économique a réduit de façon très importante cette offre. Il a fallu travailler à l'individu, à l'étudiant, pour essayer de lui trouver un stage, une entreprise qui lui convenait. On a une chance extraordinaire, avec des entreprises du territoire qui ont joué le jeu. Une entreprise qui prenait régulièrement un étudiant, du fait du contexte, en a pris 5 voire 10. Ce sont des réalités.

_Souffrance des étudiants

Jean Tellechea : ces étudiants qui viennent dans un territoire qu'ils ne connaissent pas, qui viennent rencontrer des jeunes avec qui ils vont pouvoir partager des bancs, des activités associatives, sportives et la découverte du territoire et de la vie. Parce qu'à 20 ans, on découvre la vie. Aujourd'hui, ils n'avaient que des interfaces et des écrans. Donc, on a pu mesurer la tristesse de ces jeunes qui passaient à côté de moments importants. C'est pour cela que l'on s'est empressé en respectant toujours les règles de les faire revenir. La plupart des étudiants ont besoin de travailler

L'entretien complet en vidéo sur :
www.eaj-pnb.eus
le mardi 4 mai 2021
Maiatzaren 4an asteartean

l'été pour se payer leurs études. Cela a été très compliqué cet été. Cela a été extrêmement compliqué aussi de travailler le soir, à faire des hamburgers, pour financer ses études. Il y a eu des difficultés financières chez nos étudiants.

Sophie Laplace : quand on demande aux jeunes les choses les plus importantes, c'est cet isolement. Ce sont des étudiants qui attendent d'avoir leur bac, pour les études, mais aussi, la partie éducation à la vie. On sort de la cellule familiale. Ils ont complètement conscience que cette année, ils ne peuvent pas le faire normalement. Ils ont une grande souffrance de cette absence de lien social, de convivialité. Ils ne peuvent pas organiser des choses, ils ne peuvent pas s'impliquer dans les associations. On apprend beaucoup dans la future vie professionnelle quand on s'impliquer dans les associations. Et cela, ce sont des choses qu'ils attendaient et qu'ils n'ont pas pu avoir. C'est vraiment un regret de leur part.

_Des enseignants gérant l'imprévisible, des étudiants 2.0 blasés

Le monde de l'enseignement, et en particulier de l'éducation supérieure, se caractérise généralement par une certaine forme de stabilité. Le rythme des programmes, des cours, des stages suit une cadence rôdée pour permettre à chacun de s'organiser. La COVID a bouleversé ce rythme pour obliger les enseignants à gérer une succession d'imprévus. L'imprévisibilité des décisions gouvernementales dont les directives sont d'abord annoncées dans les médias oblige l'administration de l'Université à étudier, illico presto, leur application. Tous essaient ensuite de respecter des contraintes imposées tout en remplissant les missions d'enseignement destinés aux étudiants. C'est cette contradiction qui rend la continuité de l'activité pédagogique difficile. Entre les contraintes sanitaires et les objectifs d'enseignement, le personnel universitaire se retrouve dans un véritable étau.

Dans l'instant, les enseignants sont enjoints d'abandonner le face-face avec les étudiants pour se mettre au distanciel, à coup de formations express. Les services d'enseignement à distance sont sollicités sans arrêt. Au-delà des tensions dues à l'incertitude de la situation et à une communication par écran interposé, le service est néanmoins assuré. Les étudiants disposent d'enseignement adaptés et tant bien que mal, les projets pédagogiques sont menés à bien. Est-ce cependant satisfaisant ? Pour les étudiants, dont on loue les aptitudes à utiliser les nouvelles technologies, la situation n'est pas plus facile. Habitués à se socialiser en classe et à apprendre parmi les autres, une vraie lassitude s'installe. Pour les plus autonomes et responsables, vivants dans des situations familiales certainement stables et privilégiés, cette situation peut convenir. La sortie du cocon n'en sera peut-être que plus violente. Pour les autres, déjà dans des situations personnelles plus fragiles, l'université n'est plus vraiment cet espace de respiration et d'émancipation vers une vie future. Pour l'instant, dans l'urgence, chacun fait de son mieux, les enseignants enseignent à des étudiants devenus anonymes derrière un écran d'ordinateur ou derrière un masque. Les interactions, les relations de confiance sont fragilisées. Les étudiants, las, jouent le jeu sans que l'on puisse savoir ce qu'il en ressortira concrètement.

Jean-Marie Izquierdo
enseignant associé, IUT de Bayonne et du Pays basque



EAJ-PNB

défendra la reconnaissance d'Euskadi dans une Union plus fédérale et sociale, au sein de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Izaskun Bilbao Barandica, l'eurodéputée d'EAJ-PNB a souligné à la fois, le rôle que peut jouer Euskadi, une voie innovante à proposer et des principes à défendre. « Nous voulons une Union plus fédérale, plus sociale, un rôle et une reconnaissance claire là où nous sommes contributeurs, au sein du nouveau système de gouvernance ».

statu quo

Elle a précisé qu'EAJ-PNB travaillera pour que ce débat lancé solennellement, au Parlement Européen ce 10 mars 2021, se réalise de façon réellement participative, ouverte à toutes les idées, à la population et aux institutions les plus proches des citoyens.

L'eurodéputée basque s'est exprimée ainsi, lors du lancement de cette initiative au Parlement européen. Les leaders des trois institutions communes de l'UE seront coprésidents de cette conférence. David Sassoli (président du Parlement), Ursula Von der Leyen (présidente de la Commission Européenne) et Antonio Costa (président du Portugal et du Conseil Européen actuel) ont signé une déclaration commune pour lancer le débat. Ils auront la responsabilité de mener à bien une initiative qui ambitionne de mettre les citoyens au centre des débats. En Juin dernier, le Parlement a déjà approuvé en ce sens, une résolution sur la conférence. Il encourage à mener les débats de façon ouverte et à changer les traités sir les conclusions du débat le conseillent.

_« l'Union Européenne a besoin d'un nouveau départ »

Izaskun Bilbao Barandica partage cette idée et souligne que *« l'Union Européenne a besoin d'un nouveau départ. La crise de 2008 et la pandémie ont démontré que les outils dont elle dispose ne sont pas à la hauteur des responsabilités que devraient assumer les institutions européennes. Les Etats qui empêchent cette évolution cherchent à maintenir le statu quo. Ils ont toujours à portée de main, le coupable facile de problèmes qu'ils ont eux-mêmes générés par leurs décisions. Il est également plus facile d'occulter l'apport de l'Union au moment de s'en attribuer les mérites. La Conférence sur le futur de l'Europe doit mettre fin à cette situation ».*

_ « incompatible avec le vieux schéma des Etats nations du XIXe siècle »

Pour y arriver, l'eurodéputée basque préconisera la réforme du système de gouvernance de l'Union pour *« construire une Europe plus fédérale et plus proche des citoyens. Alliée des institutions qui travaillent au ras du sol. Véritablement unie dans toute sa diversité et renforcée par des adhésions volontaires ».* Une Union Européenne avec ces caractéristiques est selon la représentante basque, *« incompatible avec le vieux schéma des Etats nations du XIXe siècle. Leur mentalité ralentit cette évolution fédérale et génère dans certains Etats, de graves conflits territoriaux à résoudre. Ceux qui n'ont pas résout la diversité « d'en-bas » n'amèneront rien de bon à la diversité « d'en-haut ». Voilà pourquoi, nous défendrons lors de cette conférence, plus de participation de la population, moins d'idées préconçues, plus de Parlement et moins de Conseil, un changement dans les traités et un acte de clarté référendaire pour que le dialogue et la médiation remplacent l'imposition et la répression pour résoudre les conflits politiques ».* Les jeltzales cherchent des alliés auprès d'autres nations sans Etat pour mettre présenter cette initiative lors de la conférence à venir.

EAJ-PNB prend position

Voici les communiqués de presse de notre formation politique durant ce trimestre : grippe aviaire, fermeture de « la frontière », hôpital de Mauléon, journée internationale des droits des femmes, ...

Le 20 Janvier 2021

Réaction d'EAJ-PNB à la crise de la grippe aviaire

2021eko Urtarrilaren 21ean

Frantses lehen ministroari, gutunez zuzendu da Urkullu Lehendakaria

Le 11 Février 2021

Pour une coopération entre l'hôpital de Mauléon et celui de Saint Palais

2021eko Otsailaren 23-an

Jean Grenet jauna omentzen du Eaj-Pnb-k

Le 11 Mars 2021

Ecologie et climat : appliquons les grands principes sur le terrain



Crédit photo : France Bleu

Le 20 Janvier 2021

Réaction d'EAJ-PNB à la crise de la grippe aviaire

A la suite des épisodes pandémiques de 2016 et 2017, la nouvelle forme de grippe aviaire H5N8 se propage à grande vitesse dans les exploitations agricoles en particulier landaises.

Les pouvoirs étatiques n'ont toujours pas trouvé de méthode satisfaisante pour contrarier leur propagation. Rien dans les règles de biosécurité dans les élevages, ni dans les consignes de claustration ne montrent leur totale efficacité. Face à cette énième crise, le Ministre de l'Agriculture appelle à « éteindre l'incendie » par un abattage massif et à « accompagner » les éleveurs qui, pour nombre d'entre eux, n'ont plus aucune source de revenu.

Le Pays basque se distingue par un double modèle de production de qualité :

- des élevages de densité réduite, en plein air ;
- des filières intégrées, destinées à des circuits de transformation et de commercialisation plus longs, qui sont tout aussi légitimes. Il est d'ailleurs remarquable que les coopérateurs et les équipes techniques de l'entreprise basque leader de cette filière, la coopérative Lur Berri, se soient montrées les plus exemplaires par rapport à la mise en œuvre des mesures de prévention (et se trouvent aujourd'hui injustement pénalisés).

Eusko Alderdi Jeltzalea-Parti nationaliste basque (EAJ-PNB) déplore :

- Le manque de réflexion et d'analyse suite aux crises précédentes. Les engagements pris en 2017 ont en effet été appliqués de façon très inégale : regroupement des différentes étapes de production, limitation des transports.
- La lenteur de gestion de la crise : les services sanitaires qui ne répondent que tardivement aux agriculteurs. Ils n'ont aucune alternative à l'éradication totale des élevages.
- La décision d'abattage massif, sans nuance (y compris sur les élevages sains) et sans concertation avec les territoires et les modèles économiques de nos producteurs basques.

EAJ-PNB appelle à prendre en compte l'urgence d'une filière qui joue son avenir ; elle peut être la crise de trop pour des agriculteurs qui subissent la double peine COVID/grippes aviaires successives. Dans le contexte actuel, EAJ-PNB appelle à ce que l'ensemble des énergies soient mobilisées pour :

- assurer une indemnisation maximale de tous les acteurs de la filière frappés par les décisions administratives : éleveurs mais également transformateurs (qui sont déjà durement touchés par la crise COVID-19) ;
- sauvegarder le patrimoine génétique du territoire, en particulier de la race locale Kriaxerra ;
- limiter au maximum les transports de volailles (il est particulièrement contradictoire qu'une partie importante des élevages viennent se faire abattre à Came, avec tous les risques sanitaires que cela engendre);
- capitaliser des solutions efficaces, concertées et nuancées pour que notre filière soit prête à résister aux prochaines épidémies

Enfin, EAJ-PNB appelle à ce que les différents acteurs puissent participer, conjointement avec les services de l'Etat, à une meilleure prise en compte des spécificités de notre territoire ; notamment en intégrant le critère des investissements déjà réalisés par les éleveurs en matière d'amélioration du niveau de biosécurité.



2021eko Urtarrilaren 21ean

Frantses lehen ministroari, gutunez zuzendu da Urkullu Lehendakaria

Urkullu Lehendakariak bere kezka helarazi dio lehen ministroari, Frantziar Estadoak hartu neurri murriztatzaileen gatik, Frantzia eta Espaniaren artean.

Mugako zortzi guneen hesteak hainbat arazo sortzen ditu mugazgaindiko hiritarrentzat.

Urtarrilaren 11an, Frantziak zortzi pasagune hetsi ditu zehaztugabeko iraupen batentzat terrorismo mehatxuaren parean. Pirineo Atlantikoaren departamenduko prefetaren aldarrikapen baten ondorioz hedatu da berria. Berak aintzinatu zergatiak dira : « mugako zainketa ahal bezain bat ongi egitea eta indartzea ».

Egun guziz, bereziki lanean hartzeko, Hegoaldeari edo Iparraldeari begira, muga gainditzen duten 4000tik 5000 arteko pertsonentzat, egoera oso zailagoa bilakatu da azken egunotan. Orokorkiago, bitxikeria da ikustea Frantzia-Espaniaren muga osoa ez hetsia izaitea.

Mugaren hesteko beste aterabideak ikertzea proposatzen ditu. Akitania Berria-Euskadi-Nafarroa Euroeskualdearen buru gisa, igorri du gutuna.

Orain errepikatzen den galdea

Pedro Sanchez, Espaniar gobernuari eta Jean Castex, lehen ministroari zuzendu zaie Urkullu Lehendakaria, jakiteko zergatik bi Estadoko muga guneak hetsiak izan diren. 2020ko Maiatzaren bukaeran, Pedro Sanchez eta Edouard Philippe garai hartako Lehen ministroari adierazi zizkien proposamen bat gutunez, Akitania Berria-Euskadi-Nafarroa Euroeskualdearen biztanleentzat mugazgaindiko mugikortasuna hedatzeko nahian.

EAJ-PNBk galdegiten dio Frantziar Estadoari, bi Estadoen artean dagoen Euskal Herria-ren lurraldearen berezitasuna eta bere biztanleen bizitzeko moldea kontutan hartzea. Terrorismoaren edo COVID pandemiaren aurkako borrokarentzat hartu erabakiak ulertgarria badira ere, euskal biztanleriak ez du erabaki horren ondorioak pairatu behar. Errepikatzen ari den tendentzia da. Unkituak diren lurraldeetako erakundeekin kontsultaren egiteko ohitura hartu behar du Frantziar Estadoak.

Frantziar eta Espaniar Estadoek antolatzen duten mugen hestea, Eusko Jaurlaritza, Nafarroako gobernua, Euskal Elkargoa eta Pirineo Atlantikako departamendu Kontseiluen arteko lankidetzan egitea deitzen ditu EAJ-PNB-k.

Le 11 Février 2021

Pour une coopération entre l'hôpital de Mauléon et celui de Saint Palais

EAJ-PNB s'inquiète d'une dégradation de la situation de l'hôpital de Mauléon, devenue intenable. Sans directeur attitré depuis des années, cet hôpital dépend de fait de celui d'Oloron et a perdu sa capacité d'agir et d'investir : perte de postes de directions, non-respect d'une convention avec Oloron. Cette situation enkystée ne s'améliorera pas avec la raréfaction des crédits destinés aux hôpitaux ruraux. L'hôpital de Mauléon ne doit pas pâtir de cette situation.

EAJ-PNB s'étonne de la proposition du maire de Mauléon qui demande le retour à l'autonomie pour l'hôpital mauléonais. Il ne peut oublier que le rapprochement avec celui d'Oloron avait été provoqué par son incapacité technique et financière à fonctionner seul.

EAJ-PNB estime que l'hôpital de Mauléon devrait plutôt étudier un rapprochement avec le réseau constitué autour de l'hôpital de la côte basque, avec l'unité de Saint Palais et le centre d'Ispoure. La majorité des médecins et professionnels de santé souletins réclament d'ailleurs cette solution.

EAJ-PNB demande à l'Etat français d'avoir une attitude sincère et responsable, en cessant d'éloigner les Souletins des autres Basques du nord, à l'heure où dans ce secteur, la Communauté Pays Basque se dote d'un contrat local de santé.

C'est le rattachement de la Soule au territoire de santé Navarre-Côte Basque qui se pose à travers l'échec du fonctionnement entre les hôpitaux de Mauléon et d'Oloron.



2021eko Otsailaren 23-an

Jean Grenet jauna omentzen du Eaj-Pnb-k

Jean Grenet, Baionako auzapez 1995tik 2014a arte, deputatu, departamendu eta herrialde kontseilari ohia zendu da gaur.

Berantolatzean lagundu zuen Baionako hiriari oso atxikia zegoen arduradun politiko horren memoria agurtzen du Eaj-Pnb-k. Lankideek aurkariek bezala, bere harreman berotsasuna eta engaiamenduen argitasuna preziatzen zituzten. Euskara, euskal kultura eta Lurralde Elkargo berezi baten alde apurka apurka engaiatutako Euskal kostaldeko arduradun politikoen belanauldi baten parte izan zen.

Jean Grenet jaunaren senideei eta hurbilekoei bere doluminak luzatzen dizkie Eaj-Pnb-k.





Le 11 Mars 2021

Ecologie et climat : appliquons les grands principes sur le terrain

EAJ-PNB approuve l'adoption hier par l'Assemblée Nationale de la modification constitutionnelle suivante: la France « garantit la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et lutte contre le dérèglement climatique ». Le Sénat devra confirmer ce texte, avant un éventuel référendum. L'essentiel sera l'application sur le terrain de ces grands principes.

EAJ-PNB précise que l'Union Européenne et l'échelon local sont fondamentaux, en matière écologique. L'Union Européenne et ses chefs d'Etats y édictent les principales normes. Le programme de relance Next-Generation et ses 700 millions d'€ défend dans ses 3 objectifs : une Europe verte. Les projets territoriaux sont au cœur de ce programme. En 2013, le GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) rappelait que 50 à 70% des mesures climatiques sont d'ordre régional et territorial.

EAJ-PNB réclame avant tout à l'Etat français de répondre concrètement, au principal blocage repéré par les acteurs des énergies renouvelables en Pays Basque : les entraves administratives. De même, les citoyens connaissent mal les dispositifs d'aides, notamment sur la rénovation thermique des bâtiments.

EAJ-PNB réclame une Agence locale de l'énergie et du climat exemplaire, pour conseiller efficacement les habitants ou animer les initiatives en énergies renouvelables.